



Groupement Romand d'Etudes sur l'Alcoolisme et les Toxicomanies (GREAT)

<http://www.great-aria.ch>

Communiqué de presse : 20 décembre 2006

Le Conseil National reprend l'initiative et donne une direction claire à la politique drogue de la Suisse

Les professionnels de la dépendance se réjouissent de l'adoption par le Conseil National de la LStup

Résumé

La révision partielle de la LStup acceptée aujourd'hui par le Conseil National soulage les milieux de la prévention et de la prise en charge des dépendances. Après des années de tergiversations, une voie claire est à nouveau tracée par nos élus. Elle devrait contribuer à répondre aux défis majeurs posés à notre société par la consommation de produits psychotropes. Les professionnels se réjouissent de l'attitude de nos élus, qui ont su aujourd'hui prendre leurs responsabilités et soutenir une révision basée sur l'évidence de la recherche scientifique et non plus uniquement sur des prises de position morales et idéologiques.

Introduction

Après plusieurs refus d'entrer en matière, le Conseil National a enfin accepté une révision de la Loi sur les stupéfiants. Le chemin est encore long, avant l'acceptation par la chambre des cantons et un éventuel référendum. Cependant, le législateur suisse a clairement repris la main aujourd'hui après des années de tergiversations et de débats de politique politicienne. Par ce vote, nos élus déclarent prendre la mesure des problèmes posés dans la société par les drogues illégales. Ils s'engagent pour une politique drogue pragmatique, dictée par l'évidence clinique et scientifique, sans plus se reposer sur des positions idéologiques.

Le large consensus politique trouvé aujourd'hui annonce une volonté nouvelle d'avancer sur ces questions. Mis à part l'UDC, opposée de bout en bout au processus, les autres partis gouvernementaux (ainsi que les verts) ont travaillé de concert sur cet objet d'importance, en privilégiant le consensus. Le vote final ne laisse pas de doute quant à l'ampleur de la coalition politique qui soutient aujourd'hui la politique drogue.

La politique des quatre piliers enfin soutenue par le Parlement

La politique des quatre piliers n'est pas une chose simple. Elle met en œuvre simultanément des mesures différenciées pour des publics spécifiques, qui trouvent leur cohérence dans les résultats obtenus par l'ensemble du dispositif. Ce n'est qu'en mariant harmonieusement la répression avec la prévention, le traitement et la réduction des risques que nous avons les meilleurs résultats. La révision partielle permet cette souplesse, tout en renforçant de manière déterminée les mesures visant à lutter contre le trafic.

Certains éléments, comme les programmes thérapeutiques de prescription médicalisée d'héroïne, se prêtent à une critique facile si on les isole de leur contexte et de leur objectif. Nos élus ont donc refusé de céder aux sirènes de l'électoratisme et ont pris le temps de se plonger dans la complexité de la question.

Pour accepter ce modèle, il est nécessaire de regarder les résultats de la recherche, les effets produits sur le terrain, au-delà d'un discours simpliste qui ne résout rien. Si l'abstinence reste la voie à promouvoir, elle ne constitue pas toujours un objectif réaliste pour certaines personnes vivant dans une extrême détresse. La solidarité de base de notre société nous demande de venir en aide à ces personnes afin de les accompagner dans un processus de changement, qui pourra leur permettre d'aboutir à une démarche d'abstinence. La nouvelle loi indique clairement cette voie.

Un débat qui va se poursuivre.

Les professionnels s'engagent résolument pour une offre de qualité qui puisse répondre aux besoins des personnes dépendantes, dans le respect de la personne et de la société dans son ensemble. Ce combat, nous devons le mener pour protéger notre jeunesse et sauvegarder le ciment fondateur de notre société. Nous devons accepter que le débat politique sur les produits psychotropes (légaux et illégaux) se poursuive, tant la problématique reste en évolution constante et demande une attention du monde politique sur le long terme.

Les professionnels espèrent donc que le débat politique sur les addictions pourra se poursuivre dans le climat productif qui a permis le vote d'aujourd'hui. Les évolutions récentes en matière de consommation d'alcool chez les jeunes, les problèmes de cyber-dépendance, comme les propositions récentes du parti socialiste sont autant de sujets qu'il conviendra de discuter ces prochaines années. Espérons que le pragmatisme et l'ouverture montrée aujourd'hui permettront de discuter sereinement de ces propositions. En Suisse, nous avons la chance de disposer de nombreuses données qui nous montrent la voie à suivre. Si celles-ci vont parfois à l'encontre du sens commun, il faut le courage politique de les assumer et de les défendre, pour expliquer à la population les vraies problématiques sous-jacentes.

Groupement Romand d'Etudes sur l'Alcoolisme et les Toxicomanies (GREAT)

Pour toutes informations complémentaires, prière de contacter Monsieur Jean-Félix Savary, secrétaire général du GREAT, au 079 345 73 19 ou au 024 426 34 34